

Numéro spécial sur l'avant-projet de Convention d'UNIDROIT sur les titres détenus auprès d'un intermédiaire



Une référence indispensable de droit international et comparé sur les titres intermédiés

Traditionnellement, les concepts juridiques fondamentaux concernant la détention, l'aliénation et la constitution de garanties sur des titres étaient généralement identiques dans la plupart des systèmes juridiques. Notamment, le détenteur d'un titre était souvent considéré comme un propriétaire à tous les effets. Cependant, ces concepts ont dû subir des adaptations importantes pour les adapter aux pratiques modernes du marché, notamment en présence d'opérations réalisées par une chaîne d'intermédiaires tels que des banques ou des *brokers*. Ces adaptations ont été réalisées au sein de chaque système indépendamment les uns des autres, de sorte qu'aujourd'hui, le droit de la détention et de l'aliénation de titres varie considérablement selon les pays et des solutions différentes régissent la détention moderne de titres auprès d'un intermédiaire. A cet égard, les modèles de base sont la propriété, le *trust* et l'attribution de droits sur les titres. Ce patchwork de concepts augmente considérablement le risque juridique lié à la détention et à l'aliénation de titres, notamment dans un contexte transfrontalier.

Une étape importante pour résoudre ce problème est la solution proposée par UNIDROIT à la fin de 2004 avec un avant-projet de *Convention sur l'harmonisation des règles de droit matériel applicables aux titres détenus auprès d'un intermédiaire* qui est actuellement soumis aux Gouvernements des Etats membres d'UNIDROIT.

Cet exemplaire de la *Revue de droit uniforme* intitulé "Vers une sécurité juridique accrue pour les titres financiers détenus auprès d'un intermédiaire" présente l'avant projet de Convention d'UNIDROIT et des projets connexes d'autres organisations, ainsi que le cadre juridique existant en Allemagne, au Canada, aux Etats-Unis, en France, au Japon, dans les pays nordiques, en Pologne, en République populaire de Chine, au Royaume-Uni et en Suisse.

UNIFORM LAW REVIEW - REVUE DE DROIT UNIFORME
ISSN 1124-3694 NS Volume X, No. 2005-1/2
broché, 17x24 - 442 pages, 80 Euro